

ART. 20

**La Rapporteuse.** Il a été également adopté selon la version initiale du Conseil d'Etat à l'unanimité.

**La Commissaire.** Pas de remarques.

– Adopté.

ART. 21

**La Rapporteuse.** Vu la décision de supprimer le chapitre 2 «Eau potable», cet article 21 a un projet bis qui prévoit la suppression de l'alinéa b ainsi que la modification de l'alinéa a qui prévoit que seule la loi du 9 mai 1995 d'application de la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels est abrogée.

**La Commissaire.** En fonction de la suppression du chapitre 2, le Conseil d'Etat se rallie à la proposition de la commission.

– Modifié selon proposition de la commission.<sup>1</sup>

ART. 22

**La Rapporteuse.** A cet article, des vœux ont été émis par un membre de la commission quant à l'entrée en vigueur de la loi et je laisse le soin à M<sup>me</sup> la Commissaire d'y répondre.

**La Commissaire.** Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée au 1<sup>er</sup> juin 2008. En effet, la mise en place de ce nouveau service va demander un certain temps et il y a lieu d'organiser ce nouveau service.

Par contre, conscient que la problématique des contrôleurs de viande dure depuis quelque temps déjà – les montants pour les salaires de ces contrôleurs figurent d'ailleurs déjà au budget de l'Etat 2007 –, le Conseil d'Etat va faire son possible pour une entrée en vigueur partielle au 1<sup>er</sup> janvier 2008 des dispositions sur la cantonalisation du contrôle des viandes. Selon les informations obtenues auprès de la DIAF, il semblerait que le délai soit possible. Le Conseil d'Etat a déjà mandaté le Service du personnel et d'organisation et la DIAF pour entreprendre les démarches nécessaires; reste réservée la procédure d'Evalfri.

**Bachmann Albert (PLR/FDP, BR).** Je suis tout à fait satisfait de la réponse que vient de donner M<sup>me</sup> la Commissaire du Gouvernement quant à l'entrée en vigueur de cette loi et je l'en remercie.

– Adopté.

TITRE ET CONSIDÉRANTS

– Adoptés.

– La première lecture est ainsi terminée. La deuxième lecture aura lieu ultérieurement.

### Postulat N° 315.06 Yvonne Stempfel-Horner/Paul Sansonnens (prestations complémentaires de l'AVS et de l'AD)<sup>1</sup>

*Prise en considération*

**Stempfel-Horner Yvonne (PDC/CVP, LA).** Ich danke dem Staatsrat für die Antwort zu unserem Postulat, welches der ehemalige Grossrat Paul Sansonnens und ich noch in der letzten Legislatur vor rund einem Jahr eingereicht hatten. Ich kann mich auch der Meinung des Staatsrates anschliessen, dass einige Punkte unseres Postulates mit dem Bericht zum Postulat der Kollegen Marie-Thérèse Weber-Gobet und René Thomet erledigt werden. Trotzdem möchte ich noch einige Bemerkungen anbringen.

Die demographische Entwicklung unserer Gesellschaft verlangt von uns nicht nur eine Alterspolitik mit entsprechendem Konzept. Wir müssen auch die nötige Finanzierung sicherstellen können, und dies längerfristig. Und gerade dies ist die Absicht des vorliegenden Postulates. Mit den Ergänzungsleistungen erhalten die Betroffenen eine zusätzliche finanzielle Unterstützung, damit sie ihren Lebensunterhalt bewältigen können, ohne dass sie zu Sozialhilfeempfängern werden. Es freut mich, dass der Staatsrat gewillt ist, den persönlichen Beitrag von 320 Franken monatlich anzupassen. Dieser Betrag ist nämlich seit 1993 unverändert geblieben. Daher scheint es mir wichtig, dass wir uns auch über die Berechnungsmodalitäten der Ergänzungsleistung, welche in der Kompetenz der Kantone liegen, Gedanken machen und eventuelle Anpassungen vornehmen können. Im Hinblick auf den neuen Finanzausgleich scheint mir der Zeitpunkt auch gerade richtig. Ich hoffe, dass auch Sie, werte Kolleginnen und Kollegen, entsprechend dem Staatsrat diesem Postulat zustimmen werden.

**Thomet René (PS/SP, SC).** Le groupe socialiste a étudié avec attention le contenu du postulat Yvonne Stempfel/Paul Sansonnens. Il constate que la majorité des questions posées par les postulants ont soit déjà trouvé une réponse, soit font l'objet d'une étude dans le rapport que nous remettra le Conseil d'Etat sur la politique globale de la personne âgée. Il ne reste en fait que la question de l'indexation du montant mensuel de 320 francs pour les dépenses personnelles (indexation que le groupe socialiste peut soutenir), mais cette seule question mérite-t-elle vraiment une étude et un rapport? Les postulants soulèvent des questions concernant le calcul des prestations complémentaires, qui ne relève pas du droit cantonal mais du droit fédéral, ou dont la réponse a déjà été donnée dans la prise de position du Conseil d'Etat. La question du financement des soins ne relève pas de la législation cantonale, mais de la LAMal. Le tarif des soins pris en charge par les assureurs-maladie dépend essentiellement des négociations entre ces assureurs et les prestataires de soins. L'instance de recours est, de plus, le Conseil fédéral. Les postulants font référence au tarif de l'accompagnement dans les EMS en oubliant que cette notion

<sup>1</sup> Les propositions de la commission (projet bis) figurent en pp. 447 et ss.

<sup>1</sup> Déposé et développé le 15 mai 2006, BGC p. 954; réponse du Conseil d'Etat le 31 octobre 2006, BGC de novembre 2006 p. 2667.

comprend exclusivement des frais de soins non couverts par la participation des assureurs-maladie et reste donc une notion qui ne concerne effectivement que les EMS. Ils ne tiennent pas compte du fait que les soins prodigués dans une pension pour personnes âgées doivent être assurés selon le même système que les soins à domicile. L'affaire est donc déjà réglée. Revenir sur la distinction entre home simple et EMS et souhaiter la réintroduire, c'est revenir sur la décision que ce Parlement a prise dans le cadre de la loi sur les EMS, décision rendue nécessaire pour se conformer à la LAMal. En conséquence, le groupe socialiste ne soutiendra pas ce postulat et vous invite à en faire de même.

**Johner-Etter Ueli** (*UDC/SVP, LA*). Die Fraktion der SVP lehnt das Postulat 315.06 ab. Dies mit einer ähnlichen Begründung wie Vorredner Thomet, und wir können uns einig erklären mit den Erläuterungen des Staatsrates, die aufgelistet sind.

In der Konsequenz aber lehnen wir die Erstellung eines Berichtes ab, der über die Punkte im Gebiet der Ergänzungsleistungen sicher nicht gross Neues aufzeigen kann. Überhäufen wir doch unsere Verwaltung nicht mit Aufträgen zum Erstellen von Berichten, die letztendlich wenig oder nichts aussagen werden.

**Feldmann Christiane** (*PLR/FDP, LA*). Die Freisinnig-Demokratische Partei schliesst sich den Überlegungen der Vorredner an und wird das Postulat nicht unterstützen.

**Weber-Gobet Marie-Thérèse** (*ACG/MLB, SE*). Bei der Behandlung des Tätigkeitsberichtes der kantonalen Sozialversicherungsanstalt wurde bereits festgehalten, dass die Anzahl der jährlich ausgerichteten Ergänzungsleistungen in diesem Kanton seit mehr als 10 Jahren am Steigen sind. Die Gesetzgebung und Umsetzung in Sachen Ergänzungsleistungen ist komplex und birgt tatsächlich die Gefahr der Ungleichbehandlung. Die Fraktion Mitte-Links-Bündnis erachtet deshalb die Klärung der im Postulat angesprochenen Fragen als sinnvoll und bittet Sie daher, das Postulat anzunehmen, zumal mit der NFA auch für den Kanton Freiburg die Finanzierung der Ergänzungsleistungen wesentliche Änderungen erfahren wird, die wir sicher hier auch einmal noch klar vorgestellt bekommen sollten.

**Waeber Emanuel** (*PDC/CVP, SE*). Aufgrund der demokratischen Entwicklung und der langfristigen Planung und Finanzierung ist sich die CVP-Fraktion dieser Problematik der Ergänzungsleistungen zur AHV und IV für Heimbewohner bewusst und ist sehr sensibel in Fragen der zukünftigen Altersbetreuung. Und es geht auch hier darum, meine Damen und Herren, Ungleichbehandlungen zu eliminieren. Die CVP-Fraktion empfiehlt Ihnen einstimmig, das Postulat erheblich zu erklären und somit dem Antrag des Staatsrates zu folgen.

**Demierre Anne-Claude, Directrice de la santé et des affaires sociales.** Tout d'abord en préambule, j'aimerais dire que la réponse à ce postulat ne demandera pas

des travaux supplémentaires puisque ces travaux sont déjà en cours et que les questions posées dans ce postulat trouveront leur réponse dans deux rapports que nous allons vous présenter prochainement.

En ce qui concerne les questions 1, 2 et 5, le Conseil d'Etat répondra dans le cadre de l'étude et du concept de la politique des personnes âgées, qui feront office de rapport pour ces trois questions. Donc là, il n'y a pas de travaux supplémentaires.

Pour les autres questions, je tiens à relever tout d'abord que le mode de calcul des prestations complémentaires (PC) est pratiquement identique dans tous les cantons puisqu'il repose sur des dispositions relatives à la loi fédérale sur les prestations complémentaires. Cependant, le canton dispose de certaines compétences comme par exemple la fixation du montant destiné à la couverture des besoins vitaux ou du montant maximum admis pour les frais de loyer et pour les frais de home admis. Toutefois, la question de la RPT aura des conséquences sur les prestations complémentaires AVS/AI, et plus particulièrement sur celles destinées aux personnes résidant dans un EMS ou un home pour personnes âgées, prestations qui seront dès le 1<sup>er</sup> janvier 2008 exclusivement à la charge du canton. Le Parlement fédéral a accepté le 6 octobre dernier un nouveau projet de loi sur ces prestations complémentaires, qui laisse une marge de manœuvre plus grande aux cantons pour les personnes séjournant durablement dans un home. Les ordonnances sont actuellement en consultation auprès des cantons. A titre d'information, nous versions actuellement un montant total de 74 708 231 francs pour les PC des personnes à l'AVS vivant soit dans un home, soit à la maison; 6189 personnes sont concernées dont 1976 sont hébergées dans un home. La participation des caisses maladie aux frais des EMS s'élève à 15 fr. 50 pour les cas A, à 36 fr. 50 pour les cas B, à 65 francs pour les cas C et à 82 francs pour les cas D. En ce qui concerne le montant de 320 francs par mois octroyé aux pensionnaires des homes pour leurs dépenses personnelles, il fait effectivement partie des montants déterminés par le canton. Ce montant est en vigueur, comme l'a dit M<sup>me</sup> la Députée Stempfel, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1993 et la question d'une éventuelle réadaptation mérite effectivement d'être analysée.

J'aimerais dire aussi que le Conseil d'Etat est bien sûr très conscient de privilégier les situations des personnes qui sont dans les homes, mais il va clairement mettre une priorité sur les structures intermédiaires pour les personnes âgées: appartements protégés, développement des soins et de l'aide à domicile, indemnité forfaitaire. Je crois qu'il y a de nombreuses mesures que nous devons renforcer pour aller dans le sens des vœux des personnes qui souhaitent rester le plus longtemps possible à domicile. Et l'entrée dans le home ne devrait se faire qu'au moment où la personne ne peut effectivement plus rester à la maison. Là, nous avons vraiment clairement une priorité en faveur de ces structures intermédiaires.

On peut effectivement, à l'image du groupe libéral-radical, du groupe de l'Union démocratique du centre ou du groupe socialiste, estimer qu'on a déjà trouvé les réponses aux questions posées. Mais je crois que, comme je vous l'ai déjà dit, elles s'intègrent dans des rapports que nous allons de toute façon vous présen-

ter. Ce sont des problématiques qui sont en mouvance continue, plus particulièrement en regard de la RPT, qui est un grand chantier, qui occupe tout particulièrement l'ensemble de nos Directions. C'est pour cette raison, comme il n'y a effectivement pas plus de travail à effectuer pour répondre à ces questions, que je vous demande d'accepter ce postulat.

– Au vote, la prise en considération de ce postulat est refusée par 44 voix contre 34. Il n'y a pas d'abstentions.

*Ont voté oui:*

Ackermann (SC, PDC/CVP), Aeby-Egger (SC, ACG/MLB), Boschung B. (SE, PDC/CVP), Boschung M. (SE, PDC/CVP), Bourguet (VE, PDC/CVP), Brodard (SC, PDC/CVP), Bulliard (SE, PDC/CVP), Bussard (GR, PDC/CVP), Butty (GL, PDC/CVP), Colomb (BR, PDC/CVP), Crausaz (SC, PDC/CVP), de Roche (LA, ACG/MLB), Ducotterd (SC, PDC/CVP), Gavillet (GL, PS/SP), Goumaz-Renz (LA, PDC/CVP), Grandjean (VE, PDC/CVP), Jordan (GR, PDC/CVP), Kaelin-M (GR, PDC/CVP), Lauper (SC, PDC/CVP), Longchamp (GL, PDC/CVP), Marbach (SE, PS/SP), Menoud (GR, PDC/CVP), Mutter (FV, ACG/MLB), Romanens J. (GR, PDC/CVP), Schorderet E (SC, PDC/CVP), Schuway J. (GR, PDC/CVP), Siggen (FV, PDC/CVP), Stempfel-H (LA, PDC/CVP), Studer A. (SE, ACG/MLB), Studer T. (LA, PDC/CVP), Vial (SC, PDC/CVP), Waeber E. (SE, PDC/CVP), Weber-G M. (SE, ACG/MLB), Zurkinen (FV, ACG/MLB). *Total: 34.*

*Ont voté non:*

Badoud (GR, PLR/FDP), Berset (SC, PS/SP), Bourgeois (SC, PLR/FDP), Brönnimann (SC, UDC/SVP), Burkhalter (SE, PLR/FDP), Cardinaux (VE, UDC/SVP), Corminbeuf (BR, PS/SP), de Weck (FV, PLR/FDP), Fasel-Roggo (SE, ACG/MLB), Feldmann (LA, PLR/FDP), Frossard (GR, UDC/SVP), Fürst (LA, PS/SP), Ganioz (FV, PS/SP), Geinoz (GR, PLR/FDP), Gendre (SC, PS/SP), Genoud (VE, UDC/SVP), Girard (GR, PS/SP), Glauser (GL, PLR/FDP), Haenni (BR, PLR/FDP), Hunziker (VE, PLR/FDP), Ith (LA, PLR/FDP), Jelk (FV, PS/SP), Johner-Et. (LA, UDC/SVP), Krattinger (SE, PS/SP), Morel (GL, PS/SP), Page (GL, UDC/SVP), Peiry C. (SC, UDC/SVP), Peiry S. (FV, UDC/SVP), Piller A. (SE, UDC/SVP), Piller V. (BR, PS/SP), Raemy (LA, PS/SP), Remy (GR, PS/SP), Ridoré (SC, PS/SP), Rime (GR, PS/SP), Romanens A. (VE, PS/SP), Rossier (GL, UDC/SVP), Schnyder (SC, PS/SP), Schorderet G (SC, UDC/SVP), Schuway R. (GR, UDC/SVP), Thalmann-B (LA, UDC/SVP), Thomet (SC, PS/SP), Thürler (GR, PLR/FDP), Vonlanthen (SE, PLR/FDP), Zadory (BR, UDC/SVP). *Total: 44.*

– Cet objet est ainsi liquidé.

**Postulat N° 317.06 Christine Bulliard/  
Markus Bapst  
(médecins de chevet et soins de base dans les régions rurales)<sup>1</sup>**

*Prise en considération*

**Bulliard Christine (PDC/CVP, SE).** Je parle au nom des deux postulants, car M. Markus Bapst aujourd'hui est absent. Nous remercions le Conseil d'Etat pour sa réponse positive à notre postulat. Nous constatons tout de même que le Conseil d'Etat reste très général dans

sa réponse et qu'il se réfère aux travaux au plan national. Nous désirons par contre une analyse approfondie du contexte cantonal. Nous sommes d'avis que l'offre en soins médicaux de base risque de devenir rapidement insuffisante. Cela nous préoccupe fortement.

Es ist schweizweit eine Tatsache, dass viele Allgemeinpraktiker keine Nachfolger mehr finden und so viele Praxen unbesetzt bleiben. Dies ist in erster Linie in den ländlichen Gegenden der Fall. Umgekehrt finden sich immer mehr Praxen von Spezialärzten in den Zentren, und die Spitäler springen bei der medizinischen Grundversorgung, vor allem beim Notfalldienst, auch bei Bagatellfällen immer mehr in die Bresche.

Diese Tendenz kann auch in unserem Kanton beobachtet werden. Im Sensebezirk beispielsweise ist festzustellen, dass diverse Hausärzte keine Nachfolger finden oder gefunden haben. Diese Entwicklung hat viele negativen Auswirkungen für die bürgernahe, dezentrale medizinische Basisversorgung. Wir stellen fest, dass die verbleibenden, zunehmend älteren Hausärzte kaum mehr in der Lage sein dürften, ihren gesetzlichen Verpflichtungen im Bereich Notfalldienst nachzukommen. Eine Reorganisation tut Not.

Im Bereich der Altersmedizin dürften sich erhebliche Probleme ergeben, da die Hausärzte bei der täglichen medizinischen Versorgung der Alters- und Pflegeheime wesentliche Aufgaben innehaben. Es dürfte zunehmend schwieriger werden, die schulmedizinischen und präventiven Aufgaben zu erfüllen.

Die Entwicklung wirkt Kosten treibend. In leichten Fällen ist die Behandlung bei Hausärzten ganz klar günstiger als bei Spezialärzten oder als eine Behandlung in der Notfallabteilung eines Spitals.

Patienten werden zunehmend auf die Wahl eines Vertrauensarztes, respektive Hausarztes verzichten, so dass die ganzheitliche Betreuung des Patienten verloren geht. Dies bedingt wiederum einen höheren Aufwand bei Erkrankung, da die ganze Geschichte jedes Mal erneut aufgearbeitet werden muss. Zudem steigt das Risiko unnötiger Konsultationen von Spezialärzten. Heute schon sind überfüllte Arztpraxen an manchen Orten die Regel. Dies dürfte sich eher zuspitzen und ist für die betroffenen Patienten eine unangenehme Begleiterscheinung.

Die Attraktivität für Hausärzte in Einzelpraxen geht verloren. Junge Ärzte wollen in Praxisgemeinschaften arbeiten und ein normales Familienleben führen, was oft mit den Anforderungen und finanziellen Risiken des Berufs nicht mehr zu vereinbaren ist. Ein Grund in diesem Zusammenhang ist sicher die zunehmende Teilzeitarbeit und die steigende Zahl der Ärztinnen.

Vous constatez que la situation est difficile et que des mesures doivent être prises aussi au niveau cantonal. Pour toutes ces raisons, nous vous demandons de soutenir notre postulat.

**Weber-Gobet Marie-Thérèse (ACG/MLB, SE).** Die Fraktion Mitte-Links-Bündnis unterstützt die Anliegen, welche im vorliegenden Postulat thematisiert werden. Warum?

Eine gute Hausärztin, ein guter Hausarzt ist für eine Gemeinde, ein gutes Hausärztenetz für eine Region Gold wert. Denn ein Hausarzt ist zwar in erster Linie für die medizinische Grundversorgung zuständig, aber

<sup>1</sup> Déposé et développé le 27 juin 2006, BGC p. 1543; réponse du Conseil d'Etat BGC mars 2007, p. 274.